

INNOVATION TECHNOLOGIQUE

LE FNRAA MISE SUR LA DIFFUSION À GRANDE ÉCHELLE

Pour résoudre l'équation de la diffusion à grande échelle et améliorer la productivité agricole et agro sylvo pastorale, des acteurs se sont engagés autour du FNRAA (Fonds national de recherches agricoles et agro-alimentaires) pour la mise en place de plateformes d'innovations technologiques. Objectif toucher d'ici à 2017 près de 700 000 bénéficiaires et atteindre l'autosuffisance alimentaire. Un défi énorme !

LIRE DOSSIER EN PAGES 4,5&6



FORMATION BPFA
Des agents conviés à contribuer à la reconstitution du capital semencier **P8**

RECHERCHES AGROALIMENTAIRES ET AGRO-SYLVO-PASTORALES
Le SNRASP vers un vaste cadre de concertation **P6**



CHANGEMENT CLIMATIQUE
Le Presa, un nouveau projet de recherche pour influencer les politiques **P3**



FRANCOPHONIE
Le 15^e Sommet de Dakar accompagnera-t-il les innovateurs en agro alimentaires et agro ressources ? **P8**

GIE KOKA CLUB I
ADRESSE: QUARTIER DANDÉ MAYO
KÉDOUGOU-TAMBACOUNDA
TEL: +221 985 10 81

5^{ÈME} Edition Journée du Fonio
Kédougou, Jeudi 16 octobre 2014

Thème: Agriculture familiale et relance de la production du Fonio
Sous la présidence du Ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural, Dr Papa Abdoulaye SECK

Convivium SLOW FOOD
SENÉGAL
MEGNER

SÉNÉGAL : La société civile dit non aux OGM dans l'Uemoa/Cedeao

(Jade/Syfia)-La société civile sénégalaise a rejeté lundi 8 septembre à Dakar les OGM (organismes génétiquement modifiés) et a demandé à la Réunion des Ministres sectoriels de l'Uemoa/Cedeao qui se tiendra le 18 septembre 2014 à Ouagadougou (Burkina-Faso) de rejeter le Règlement au profit des Directives pour légiférer sur les OGM dans la sous-région, a constaté Jade/ Syfia.

Cette déclaration est une initiative de Enda-Pronat, point focal de la Copagen (Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain) dont le représentant au Sénégal est monsieur Sidy Bâ du Cncr. Elle a été faite à l'issue d'une réunion présidée par madame Marième Sow de Enda-Pronat sur "zones sans OGM" avec des responsables d'Organisations paysannes (Op), d'Ongs, d'Associations de femmes rurales, d'Association de producteurs de semences paysannes, de groupements de pêcheurs artisans, de la Fédération des producteurs agro écologique biologique, ainsi que des responsables de média. Elle sera diffusée sous forme de pétition auprès des citoyens de l'Uemoa et de la Cedeao.

Selon cette déclaration, les OGM font planer des "risques inacceptables sur l'Agriculture, l'Environnement, l'Alimentation et la Santé publique de la sous-région".

Pour les auteurs de cette déclaration, "l'avant-projet de règlement portant sur la prévention des risques biotechnologiques en Afrique de l'Ouest" apparaît comme un instrument pour faciliter l'introduction des OGM dans la sous-région Uemoa/Cedeao, puisqu'il ôte à tous les Etats membres la souveraineté sur leurs ressources génétiques. Ceci, d'autant que les paysans de l'Afrique ont préservé, amélioré et transmis de génération en génération, une grande diversité de ressources génétiques. Ce patrimoine constitue le socle de notre souveraineté alimentaire. Mais à travers les grands projets de développement, la destruction de l'agriculture paysanne a commencé et progresse dangereusement, avec l'utilisation des intrants chimiques. Maintenant plane sur l'Afrique de l'Ouest, le spectre de l'introduction des OGM dans l'agriculture, la foresterie et l'alimentation. A cette rencontre de Dakar, petits producteurs, pêcheurs artisans, pasteurs, exploitants forestiers et des agro ressources ont aussi demandé à l'UEMOA, à la CE-DEAO et à chaque Etat membre de l'UEMOA/CEDEAO d'intégrer les points suivants dans leurs législations respectives sur la prévention des risques biotechnologiques :

- La reconnaissance du Droit des communautés locales à déclarer leurs territoires « zones sans OGM » ;

- La traçabilité et l'étiquetage des OGM et produits dérivés ;

- L'imprescriptibilité des délais de poursuite des auteurs des dommages liés aux OGM.

On rappelle qu'au vu des dangers que fait courir ce projet de règlement communautaire au patrimoine génétique africain, les organisations de la société civile de la CE-DEAO réunies à Ouagadougou du 18 au 20 octobre 2011, avaient rejeté le Règlement au profit des Directives, comme instrument de législation sur les OGM dans la sous-région.

"Nous vous sommes très reconnaissant de cette position, à chaque opportunité qui s'offre à vous", appellent enfin dans cette pétition, ces citoyens de la société civile.

PÊCHE : L'UE somme la Guinée de justifier 700 mille euros...

(Jade/Syfia) - La Commission européenne continue d'insister sur la nécessité de fournir des explications sur l'utilisation des fonds issus de l'accord de pêche entre la République de Guinée comme pays tiers non-coopérant et Bruxelles. Fonds qui s'élève à 700 mille euros (près de 460 millions de F cfa), que l'ancien ministre de la Pêche et de l'aquaculture Moussa Condé dit "Tata vieux" et son cabinet n'avaient pas réussi à justifier devant la Commission en leur temps. Ce point figure en bonne place dans le courrier daté du 20 juin 2014, qui a été adressé au gouvernement guinéen à travers son département de la Pêche et de l'aquaculture par Bruxelles, qui a mis l'occasion à profit pour s'attarder sur les dysfonctionnements qui plombent l'évolution du secteur de la pêche.

... Et demande un audit des finances publiques au Mali

(Jade/Syfia) - A l'occasion de la conférence de Bruxelles, sur les 225 millions d'euros (près de 148 milliards de F cfa) que l'Union Européenne s'est engagée à verser au Mali, 120 millions (environ 79 milliards de F cfa) ont d'ores et déjà été payés entre juin et décembre 2013. Pour le décaissement du montant restant, l'Ue veut être rassurée de la bonne utilisation de son aide. Pierre AMILHAT, le directeur Afrique de l'Ouest et du Centre de la Commission de l'Union Européenne a adressé une correspondance aux autorités maliennes pour leur signifier le gel de l'aide budgétaire européenne jusqu'à l'audit que la Commission souhaite réaliser pour vérifier la régularité de certains financements douteux faits à partir du budget de l'Etat.

AGRI INFOS

Hlm Grand-Yoff - Villa n° 1122
Bp : 17130 Dakar - LibertéEmail : madiensec@yahoo.fr

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Madieng SECK - TEL : 77 537 96 96

COMITÉ DE RÉDACTION : Madieng SECK - Ndèye SÈNE - Ababacar GUËYE

ADMINISTRATION : Ababacar GUËYE

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION ET INFOGRAPHIE : Cheikh TOURÉ (Tel : 77 605 30 72)

IMPRESSION : AMD GRAPHIC

DISTRIBUTION : ADP

NINEA : 00284430 CO

JOURNÉE NATIONALE FONIO : La 5^{ème} édition en octobre à Kédougou

(Jade/Syfia) - La 5^{ème} édition de la journée nationale du fonio aura lieu le jeudi 16 octobre à Kédougou (700 km Sud Sénégal), apprend Jade/Syfia dans un communiqué parvenu à sa rédaction.

Cette 5^{ème} édition portera sur le thème : "agriculture familiale et relance de la production du fonio" et sera présidée par le ministre de l'Agriculture et de l'Equipement rural (MAER) le Pr Papa Abdoulaye Seck. L'année 2014 a été retenue par l'Organisation des Nations Unies (Onu) comme Année Internationale de l'Agriculture Familiale (AIAF). Selon l'Onu, l'agriculture familiale produit plus de 70% de la production alimentaire et gère une proportion considérable des ressources naturelles. Ce modèle d'agriculture, caractérisé par sa diversité et sa résilience, a la capacité de proposer des réponses adaptées aux défis alimentaires, sociaux et environnementaux.

Le fonio (*digitaria exilis*), aliment de soudure, cultivé essentiellement dans les exploitations familiales africaines entre dans la logique de cette "Année internationale de l'Agriculture familiale". Cette savoureuse céréale présente des atouts énormes sur la sécurité alimentaire et la nutrition. A l'occasion de cette journée nationale du fonio autrement appelée "Fête du fonio", "les acteurs de la filière rappellent à la communauté nationale et internationale, la nécessité d'encourager les gouvernements d'initier et de soutenir des politiques, projet et programmes stratégiques pour la relance effective du fonio", lit-on dans le document. Culture ethnique locale et utilisant des techniques de production agro écologiques, le fonio permet de rompre le cercle vicieux pauvreté-faim-malnutrition. En effet, la culture de cette fine céréale ne demande pas d'intrants chimiques et permet de valoriser des sols dégradés. Sans engrais, le fonio peut atteindre un rendement de 800 kg à 1,2 tonne à l'hectare. Cette céréale à usages multiples permet de préparer plusieurs mets : couscous, yassa, diverses bouillies en plus des gâteaux et beignets, etc. Outre l'alimentation humaine, le foin sert de nourriture aux animaux et peut être utilisé pour la construction de bâtiment, etc.

Le fonio peut être considéré comme le levier de la valorisation de l'agriculture familiale en Afrique de l'Ouest. Les acteurs de la filière sollicitent le soutien du gouvernement et de leurs partenaires techniques pour qu'ils investissent dans des initiatives innovantes.

FONCIER : Enda Pronat invite l'Etat à associer les paysans à la gestion du foncier

(APS) - La présidente du Conseil d'Administration d'Enda Pronat, Marième Sow, a salué, vendredi début août à Dakar, la récente visite du ministre de l'Agriculture et de l'Equipement rural dans les Niayes (Dakar), l'invitant à associer les organisations paysannes au processus de réforme du foncier.

"Enda Pronat s'est toujours battu contre l'accaparement des terres et se réjouit de voir un ministre de la République aller à la rencontre des populations qui ne vivent que de la culture maraichères. Elles (les populations) doivent être associées à la gestion du foncier", a-t-elle dit, au cours d'un point de presse. "Le Sénégal a besoin, selon Mme Sow, de ses producteurs, éleveurs, agriculteurs et de l'ensemble des acteurs qui évoluent dans le foncier pour réussir son modèle de développement appelé Plan Sénégal Emergent (PSE)". "Le pays a besoin des potentialités émanant du monde rural. Les populations rurales ont la gestion de la plupart de nos matières premières. Il serait important que le gouvernement les consulte sur la gestion du foncier pour asseoir un développement durable", a estimé Marième Sow. Elle a affirmé par ailleurs que ces réformes "doivent être accompagnées, d'une politique agricole pour un développement rural durable et équitable qui fixe les jeunes des terroirs". La présidente du Conseil d'Administration d'Enda Pronat a également invité les pouvoirs publics à élaborer "une réforme foncière qui sécurise les droits des producteurs, éleveurs, femmes et jeunes dans le respect des valeurs sociales".

Rappelant les recommandations de sa structure en 2012 sur la gestion du foncier, Marième Sow a dit que "l'Etat doit effectuer un audit et (fixer) un moratoire pour arrêter la distribution des terres aux individuels ou sociétés nationales ou multinationales". "Deux mois après le 25 mars 2012, Enda Pronat et ses partenaires ont attiré l'attention du président de la République sur le phénomène de l'accaparement des terres, afin d'organiser un audit foncier, car il existe des délibérations entre les mains d'individus et de sociétés", indique un communiqué remis à la presse. Les recommandations d'Enda Pronat portent essentiellement sur les systèmes de financement et des méthodes de réorganisation du monde rural depuis l'ajustement structurel. Elles préconisent également "des industries rurales pour créer des valeurs ajoutées et de l'emploi". "Tout cela aussi devrait être accompagné par la recherche scientifique qui tient compte des changements climatiques", ajoute le texte.

SLOW FOOD : Le Couscous salé de Joal/Fadiouth au Salon du goût de Turin

(Jade/Syfia) - Produits de l'Arche du Goût et Sentinelle Slow Food depuis 2010, le couscous salé de mil de l'île de Joal/Fadiouth au Sénégal sera encore présenté au Salon du Goût de Terra Madre à Turin, en Italie, du 23 au 27 Octobre 2014, apprend Jade/Syfia de source proche des organisateurs de ce salon.

Environ 2000 produits de l'Arche du Goût seront présentés au Salon du Goût et Terra Madre 2014. L'Arche est un catalogue d'aliments oubliés qui appartiennent à la culture, à l'histoire et aux traditions de toute la planète et qui courent le risque de disparaître. L'Arche répertorie ces aliments oubliés selon différentes catégories - races animales, fruits, légumes, conserves, fromages, etc. et constitue une ressource unique pour celui qui est intéressé à découvrir et à défendre des aliments de qualité et la biodiversité agroalimentaire qui peut sauver la planète. Le couscous salé de l'île de Fadiouth est né de la rencontre entre la mer et les céréales traditionnelles, le mil notamment cultivées depuis des temps immémoriaux dans l'arrière-pays de l'île. Il se vend localement et se consomme très frais. Il s'accompagne généralement d'une sauce à base de fleurs de mangrove, de graines d'arachide, de viande et/ou divers fruits de mer.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Presa, un nouveau projet de recherche pour influencer les politiques

(Jade/Syfia) - Pendant trois jours à Saly/Mbour, les différents acteurs conviés à l'atelier du Presa ont échangé sur les enjeux posés par les changements climatiques au Sénégal, sur les réponses et programmes existants.

■ PAR ABABACAR GUÈYE

Les impacts des inondations sur les populations, la gestion des ressources naturelles et la résilience des systèmes de production et des risques climatiques, sont autant d'enjeux énumérés par les différents participants au cours de l'atelier d'identification des parties prenantes du Projet Presa, Promouvoir la résilience des économies en zones semi-arides.

Cet atelier, organisé du 4 au 6

août à Saly/Mbour par l'Ong led/Afrique (Innovation Environnement Développement en Afrique) a vu la participation de plusieurs acteurs : Etat, secteur privé, société civile, organismes de recherches, Ong, élus locaux, etc.

"Le Presa adopte une approche inclusive et participative qui place les parties prenantes à la conception et à la mise en œuvre des axes de recherche ainsi que l'intégration des résultats de recherche dans les politiques et programmes", a expliqué le coordonnateur du projet Cheikh Tidiane Wade. Ces parties prenantes auront pour rôle de participer à l'exploration des tendances socio-économiques et les choix d'investissement dans les zones semi-arides, à la sélection des questions de recherches et aux domaines d'études.

"Nous comptons sur vous pour l'identification des acteurs, des porteurs de projets, d'idées, etc. dans la mise en œuvre de ce projet", a déclaré à l'ouverture Bara Guèye, directeur de l'Ong led/Afrique, par ailleurs animateur de cette rencontre.

"Le projet s'activera à produire de nouvelles connaissances et de conseils aux décideurs politiques, aux acteurs du secteur privé, etc. sur le lien entre

changement climatique et développement en zone semi-arides, dans la perspective de renforcer les capacités de résiliences de ces différents groupes d'acteurs et plus globalement des économies", a expliqué M. Guèye.



Au Sénégal, le changement climatique est une réelle menace. Il a entraîné une baisse de la pluviométrie d'environ 300 mm en 30 ans et a provoqué des pluies plus intenses et de courtes durées. Les impacts négatifs sont multiples : avancée de la mer, érosion côtière, désertification et inondations. A cet effet, le renforcement des capacités nationales sur l'analyse, la prévention et la gestion des risques liés au changement climatique constitue une opportunité à saisir pour promouvoir un développement économique durable et résilient au climat.

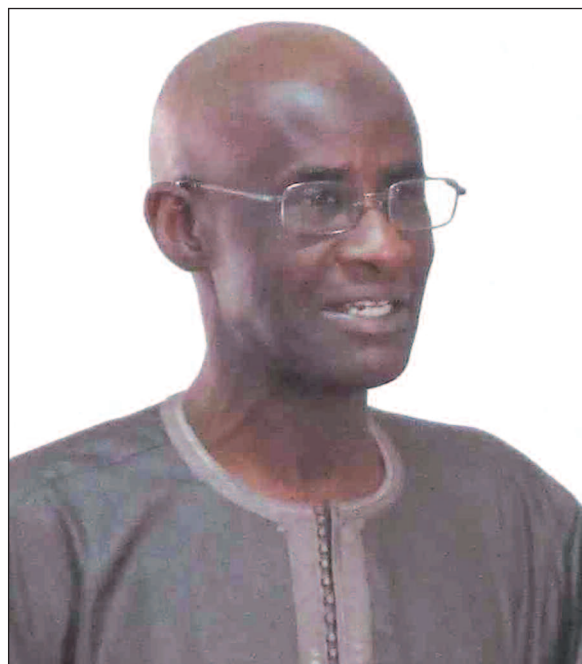
Les participants, quant à eux, ont émis le souhait d'être informés sur les thèmes de recherche développés par le projet et être consultés sur le choix des thématiques, des cibles et des sites. Ils ont suggéré de collaborer à l'étude de suivi et d'évaluation du Presa. Ils ont aussi insisté sur l'information et la communication et autres supports (radios communautaires, marchés forains hebdomadaires, etc.) afin de mieux sensibiliser les acteurs sur le projet.

Les participants, quant à eux, ont émis le souhait d'être informés sur les thèmes de recherche développés par le projet et être consultés sur le choix des thématiques, des cibles et des sites. Ils ont suggéré de collaborer à l'étude de suivi et d'évaluation du Presa. Ils ont aussi insisté sur l'information et la communication et autres supports (radios communautaires, marchés forains hebdomadaires, etc.) afin de mieux sensibiliser les acteurs sur le projet.

3 questions à...

...BARA GUÈYE, DIRECTEUR IED AFRIQUE

«Associer un certain nombre d'acteurs pour aider à identifier les enjeux posés par les changements climatiques»



Quels sont les enjeux identifiés ?

"Il y'a eu un certain nombre d'axes clés qui ont été soulevés. Un de ces axes, c'est toute la problématique de l'impact des changements climatiques sur les écosystèmes côtiers. Il y'a une grande dégradation de ses écosystèmes. Il y'a toute la question de l'impact des changements climatiques sur le capital humain en particulier la question des migrations, des déplacements des populations, d'impact des inondations. Il y'a aussi un axe sur la problématique de la sécurité alimentaire qui est extrêmement important. Les systèmes de production les plus affectés sont les systèmes de productions agricoles et pastorales. Puisque notre économie dépend essentiellement de ces systèmes de productions là, on comprend que le changement climatique a un impact négatif sur la sécurité alimentaire. Il y'a aussi les questions liées à la santé des populations qui découle de la dégradation des conditions climatiques".

Les acteurs ont évoqué la communication qu'est-ce que vous prévoyez ?

"Nous mettons un accent particulier sur la communication dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme Presa. Une des raisons, il y'a des initiatives en cours autour de ce projet-là. Ce qu'il faut éviter c'est le cloisonnement des expériences. Notre approche est de dire que nous allons bâtir des initiatives déjà en cours et identifier les niches éventuelles qui nous permettraient d'apporter des valeurs ajoutées à ces initiatives-là. Le seul moyen d'y arriver est d'avoir un système de communication efficace qui puisse créer des passerelles entre notre programme et les autres existants. Et c'est avec un bon système de communication qu'on peut arriver à cette synergie-là."

Agri Infos : Après trois jours d'échanges avec les différents acteurs, quel bilan tirez-vous ?

"Le bilan est positif parce que si on revient sur les objectifs de cet atelier, il s'agissait de réunir un certain nombre de représentants des groupes d'acteurs (chercheurs, Ong, élus locaux, société civile, etc.) qui devraient plus tard nous aider à mettre en place une plateforme nationale qui va accompagner le nouveau programme Presa (Promouvoir la résilience des économies en zones semi-arides). Pour que ce programme de recherche puisse répondre valablement à la demande en matière de connaissances, il était important de les associer, afin qu'ils puissent nous aider à identifier les enjeux posés par les changements climatiques..."

Variétés à cycle court et adaptées aux zones agro écologiques

C'est pourquoi, l'une des particularités du Presa (lire encadré) est la création de relation d'influence avec les groupes des parties prenantes au niveau régional, national et local. "La plateforme agit comme un vecteur favorisant l'ap-

PRESA : Œuvrer pour des économies résilientes face au changement climatique

(Jade/Syfia) - Promouvoir la résilience des économies en zones semi-arides (Presa) est un projet multi-pays de cinq ans. Il est financé par le Centre de recherche pour le Développement international (Crdi) du Canada et le Department for international Development (Dfid) du Royaume Uni dans le cadre de l'Initiative de recherche concertée sur l'adaptation en Afrique et en Asie (Ircaa).

Le Presa a pour but d'œuvrer pour des économies résilientes face au changement climatique dans les zones semi-arides, en particulier les plus vulnérables. Il va, entre autres, développer une base de connaissances probante sur l'impact du changement climatique sur les facteurs clés de la croissance économiques, accroître l'influence des initiatives de gestion des risques climatiques et des réseaux existants à travers un processus de mobilisation des parties prenantes, etc. Le Presa cible six pays en Afrique et en Asie : Burkina Faso, Sénégal, Tanzanie, Kenya, Pakistan et Tadjikistan.

Le consortium Presa est composé de cinq organisations : led/Afrique (Innovation, Environnement, développement en Afrique) au Sénégal, Overseas Development Institute (ODI) et London School of Economics (LSE) au Royaume Uni, Centre for Climate Change Studies (CCCS) de l'Université de Dar es Salam (Tanzanie) et Sustainable Development policy Institute (SDPI) au Pakistan.

INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES

Une coalition d'acteurs mise sur la diffusion à grande échelle

(Jade/Syfia)-Pour résoudre l'équation de la diffusion à grande échelle et améliorer la productivité agricole et agro sylvo pastorale, des acteurs se sont engagés autour du FNRAA (Fonds national de recherches agricoles et agro-alimentaires) pour la mise en place de plateformes d'innovations technologiques. Objectif toucher d'ici à 2017 près de 700 000 bénéficiaires et atteindre l'autosuffisance alimentaire. Un défi énorme !

PAR MADIENG SECK

Une coalition d'acteurs a planché fin juillet à Dakar sur la diffusion à grande échelle de projets d'innovations technologiques financés par le FNRAA pour plus de sept milliards de F cfa.

Parmi ces projets les semences certifiées d'arachide et de céréales sèches (mil, maïs, sorgho fonio), la lutte contre la mouche des mangues, la machine "Seggal" pour triturer l'arachide. A noter aussi ceux portant sur l'aviculture locale et la gestion durable des terres, etc.

Pendant trois jours (23, 24, 25 juillet), ces projets ont fait l'objet de larges discussions autour des questions d'organisation, de communication, d'information et de formation, etc. Ces débats profonds entre acteurs de la chaîne de valeur agricole, ont permis aux formateurs du Bame/Isra (Bureau d'analyse macro économique de l'Isra) de lever les équivoques nourries sur la question des plateformes d'innovation technologique (lire encadré) et de la diffusion à grande échelle.

En effet, "pour être pérennes et efficaces", ces plateformes, estiment les participants, doivent disposer de suffisamment de moyens matériels et financiers

pour leur fonctionnement. D'autres ont soulevé la question de la valeur des engagements dans le groupe et le rôle de chacun dans cette plateforme.

12 000 t de semences certifiées

Pour le FNRAA, cette diffusion à grande échelle doit viser une large gamme de producteurs pour avoir un véritable impact sur la croissance agricole. Raison pour laquelle le Fonds a jugé nécessaire de convier à cette rencontre les principaux bénéficiaires qui sont : les porteurs de projets et leurs partenaires ; les producteurs et leurs organisations ; les Ong et les structures de Conseil agricole et rural (Car). "On veut que ces technologies soient utilisées par un grand nombre", souligne le Dr Samba Sall, coordinateur scientifique du FNRAA.

Parlant à ce propos du projet de semences certifiées, M Sall a indiqué qu'il est passé de plus de 730 t en 2012 à 12 000 t en 2013 dont plus de 10 000 t d'arachides pour la reconstitution du capital semencier. "En 2013, le projet de semences d'arachide avait touché 4 000 producteurs, mais on avait estimé que cette échelle était faible", explique M



Sall. Puis d'ajouter : "Avec l'Isra, on travaille à mettre en place des semences pré bases pour la démultiplication on va essayer de toucher 5 000 à 20 000 producteurs et faire en sorte qu'ils utilisent ces semences de céréales et d'arachides certifiées" (lire ci-contre interview).

Concernant cet oléagineux, il faut rappeler que l'Institut de technologie alimentaire (Ita) avait mis au point la machine "Seggal" qui permet de triturer l'arachide en bute au problème de l'aflatoxine. Mais cette difficulté est en passe d'être résolue.

Une autre difficulté résolue en parlant d'innovation, c'est celle de l'apparition de la machine à décortiquer le fonio (*digiataria exilis*) inventée en 1999 par Sanoussi Diakité, directeur de l'ONFP. Cette décortiqueuse a "libéré les femmes" transformatrices et relancé la production dans les zones de culture de cette fine et savoureuse céréale de soudure. Même si elle n'a pas fait l'objet de discussions, la machine à décortiquer le fonio a été financée par le FNRAA pour sa démultiplication.

Au cours des débats, il ressort que ce projet, qui dure depuis deux ans, cible plus de 3 000 ménages. Pourtant, bien qu'appréciée des populations bénéficiaires, "la machine n'a pas encore atteint l'échelle territoriale", ont reconnu les participants. Sa maniabilité ainsi que l'accessibilité de ses équipements posent la difficulté de sa diffusion à grande échelle. De même, le faible niveau d'organisation des Groupements de femmes transformatrices ne facilite guère la communication et la vulgarisation. "La machine doit être partagée par les acteurs, afin qu'il y ait une participation plus active des utilisateurs", souligne Mme Aminata Sow Kane du PPAO/WAAPP, le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest.

Améliorer la productivité

Venue présider la rencontre, Mme Aïfa Ndoye Niane la représentante de la Banque mondiale chargée du programme PPAO/WAAPP a souligné le rôle important de l'agriculture au Sénégal comme "moteur de l'économie" et dans l'éradication de la pauvreté surtout en milieu rural. Toutefois, Mme Niane estime que

les projets de semences certifiées d'arachides et de céréales sèches (mil, maïs et sorgho) pour la fabrication du pain composé sont parmi les plus importants. Parlant du FNRAA (lire encadré), elle a rappelé que c'est une des agences d'exécution clé du Waapp. Mme Niane a, par ailleurs exprimé, toute sa satisfaction sur le bilan des projets exécutés. "Le bilan est assez clair. Il montre l'efficacité d'une gestion transparente, ainsi que la bonne gouvernance de l'équipe du FNRAA", a-t-elle souligné. Elle a aussi relevé qu'avec cet atelier, la stratégie sur la diffusion à grande échelle sera repensée afin d'avoir une productivité plus accrue pour l'atteinte à l'autosuffisance alimentaire. "C'est un défi énorme", a-t-elle estimé. Puis d'ajouter : "On peut faire mieux, dit-elle, parce que ce sont des technologies qui ont été appréciées par les producteurs. Si on arrive à trouver des mécanismes qui nous permettent aujourd'hui d'assurer sa large diffusion, l'agriculture sénégalaise y trouvera son compte". Puis de citer l'exemple du projet de l'Asprodeb (Association sénégalaise pour la promotion du développement à la base) sur les semences certifiées de mil en collaboration avec Anida



L'innovation technologique Le savoir faire paysan

Dans l'agriculture le paysan innove pour s'adapter à son environnement et améliorer ses moyens de subsistance. L'innovation technologique dans l'agriculture n'est pas nouvelle, elle date depuis des millénaires. Selon l'Isra/Bame, environ 90% des innovations paysannes sont orientées sur : la réduction des risques, les pertes post-récolte (stockage, transformation, etc.) Dans l'innovation, le paysan utilise son savoir faire ou adopte les dernières technologies issue de la recherche. Il innove pour créer de nouveaux produits et/ou outils qui permettent d'optimiser son système de production. Exemples d'innovations technologiques. La gestion de la fertilité des sols, la lutte contre les parasites, etc. L'innovation améliore la productivité et donc les revenus des producteurs. Son taux d'adoption intéresse beaucoup les bailleurs de fonds. Selon le directeur de l'Isra/Bame, le Dr Djiby Diao "l'innovation paysanne est une porte d'entrée pour la recherche".

MS

Entretien avec...

...DR SAMBA SALL,

COORDONNATEUR SCIENTIFIQUE DU FNRAA

«On a besoin que les technologies soient adoptées et utilisées par les producteurs pour relever le niveau de production des céréales au Sénégal»

Agri Infos : Pourquoi cette rencontre ?

Dr Samba Sall : « Cette rencontre c'est pour s'accorder avec les acteurs sur les mécanismes à mettre en œuvre pour assurer une diffusion à grande échelle des technologies que nous avons commencées à diffuser dans le cadre de la première phase du Waapp/Ppao qui est le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest. Le Waapp est un projet sous régional initié par la CEDEAO au profit des pays membres. Maintenant nous essayons de voir comment faire en sorte que les technologies arrivent à l'ensemble des producteurs du Sénégal et de la sous-région.

Le Waapp est un programme sur deux phases. La première phase est celle de la mise au point des technologies, nous en avons mis au point 14 et nous avons également commencé la petite diffusion pour 70 technologies qui existaient avant ce Programme et qui étaient restées dans les tiroirs des chercheurs. On avait commencé une diffusion mais à une échelle très réduite.

La seconde phase du Waapp met l'accent sur la diffusion à grande échelle parce qu'on veut un impact sur la croissance économique du Sénégal. Et pour avoir cet impact, on a besoin que les technologies soient utilisées par une large gamme de producteurs. Par exemple, on a mis au point des variétés de sorgho de mil et de niébé qui ont des rendements trois fois supérieurs aux variétés qu'on utilise actuellement. Des variétés de niébé, comme "Yacine", ont aussi des rendements trois fois supérieurs aux rendements des variétés qu'on avait l'habitude d'utiliser. On a besoin que ces technologies soient adoptées, utilisées par les producteurs pour relever le niveau de production des céréales au Sénégal.

La spécificité du Waapp est que chaque pays est spécialisé dans une filière bien déterminée. Le Sénégal a les filières sèches et les légumineuses. Le Ghana se charge des tubercules et le Mali s'occupe de la filière riz.

Est-ce que ces technologies ont été appropriées par les producteurs ?

« On a besoin que ces technologies mises au point dans le cadre du Centre national de spécialisation avec l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra), le Bame et l'Institut de technologie alimentaire (Ita) soient maintenant appropriées par les producteurs. Parce qu'il ne s'agit pas seulement de mettre au point des technologies, mais de s'assurer que celles-ci intéressent les producteurs et que leurs conditions d'adoption sont en place pour permettre aux producteurs de les utiliser.

Ce séminaire doit nous aider à réfléchir sur comment utiliser les plateformes d'innovation pour la mise à l'échelle de la diffusion de la technologie. C'est pourquoi on a invité les acteurs pour s'entendre sur les mécanismes les plus efficaces, afin d'atteindre l'ensemble des producteurs et éleveurs sénégalais avec les technologies que nous avons ».

Pouvez-vous revenir sur les projets, surtout ceux en charge la reconstitution du capital semencier ?

« Tous les projets que nous avons ont débuté depuis 2013 et n'ont pas connu de rupture dans le cadre de ce programme. Ils ont mené des activités l'année dernière, certains ont produit des semences. Maintenant ils vont continuer le processus. D'ailleurs certains sont en train d'utiliser les semences qu'on a produites l'année dernière. Avec l'Isra, on travaille également chaque année à mettre au point des semences pré-base avec les coopératives de l'Asprodeb, pareil pour le Resopp (Ndlr : Réseau des organisations paysannes et pastorales du Sénégal). Ils sont tous en train de multiplier ces semences pour qu'il



y'ait l'année prochaine une disponibilité de semences certifiées au niveau des producteurs.

Cependant, il ne suffit pas de produire beaucoup de semences certifiées et d'aller les vendre dans la sous-région. Il faut d'abord s'assurer que nos producteurs les uti-

lisent pour améliorer la productivité. Et s'il y'a un surplus, on peut penser à la sous-région. Même si nous reconnaissons qu'il y a beaucoup de demandes dans la sous-région...

On a mis au point des variétés de sorgho de mil et de niébé qui ont des rendements trois fois supérieurs aux variétés qu'on utilise actuellement.

D'ailleurs dans le cadre des semences certifiées qu'on a produites dans les projets financés par le Fnraa, on est à environ 12 000 tonnes, alors qu'il y'a deux ans, le total des semences certifiées au Sénégal étaient à 730 tonnes.

Malgré ces résultats, l'échelle de diffusion semble faible ?

C'est l'une des raisons de cette rencontre. La première chose que nous allons faire, c'est échanger et revisiter les stratégies de diffusion. On estime que, jusqu'à présent l'échelle de diffusion est encore très faible.

Quand un projet touche au minimum 4 000 producteurs, on estime que c'est encore à une échelle très faible. Comment faire en sorte qu'on puisse aller d'une échelle de 5 000 à plus de 20 000 producteurs. Avec les animateurs que nous avons, l'utilisation des plateformes d'innovation peut nous permettre d'aller à ce niveau.

Donc, on va revisiter ce qu'ils ont fait l'année dernière et essayer de leur montrer qu'ils peuvent faire mieux avec l'utilisation des plateformes pour qu'on arrive, dans deux à trois ans, à couvrir l'ensemble du Sénégal. Et faire en sorte que tous les producteurs sénégalais qui font des céréales, du niébé, de l'arachide utilisent des variétés améliorées, des technologies améliorées parce que c'est là seulement qu'on pourra avoir un impact sur la croissance agricole du Sénégal.

Combien le FNRAA a investi dans ces projets ?

Pour la diffusion à grande échelle, jusqu'à cette date, il y'a un engagement financier de l'ordre de six milliards de F cfa que le Fnraa a mis dans les projets. Pour la production des semences certifiées, on est à 1,5 milliard de F cfa. Pour les nouvelles technologies qui ne sont pas encore au stade de diffusion à grande échelle, on est à 600 millions de F cfa.

PROPOS RECUEILLIS PAR
ABABCAR GUËYE

(Agence nationale d'insertion et développement agricole). Un projet au profit des jeunes et des femmes en milieu rural. Ce projet semence certifiées de mil permet aussi de faciliter la fabrication du pain composé qui comprend l'incorporation de 15% de farine de mil de qualité. Selon les responsables, le projet de pain composé va concerner 14 unités de production avec 330 boulangers. L'Asprodeb va jouer le rôle d'animateur et accompagner une coalition de 18 acteurs.

Des échanges parfois vifs et critiques avec les experts du Bame/Isra ont été notés après les exercices de simulations de montage de plateformes d'innovation.

Ces échanges, Mour Guèye, coordonnateur du PPAO/WAAPP2 au Sénégal, les juge utiles et enrichissantes. Parlant de la 2^{ème} phase de ce programme régional qui concerne 13 pays, M Guèye rappelle qu'elle est "capitale" pour le Sénégal". Car, dit-il, avec la mise place de ces plateformes d'innovation "on a l'ambition de toucher, d'ici à 2017, près de 700 000 bénéficiaires". Des plateformes pour lesquelles la Banque mondiale a fixé le deadline pour octobre 2014.

Avec le FNRAA, les porteurs de projets ne sont-ils pas condamnés à réussir ensemble ce WAAPP2 surtout dans le contexte du Plan Sénégal émergent (PSE) ?

FNRAA : 29 projets du PPAO/WAAPP2 pour plus de Sept milliards de F cfa

(Jade/Syfia)-Crée en 1999, le Fonds national de recherches agricoles et agro-alimentaires (FNRAA) est une association d'utilité publique sous la tutelle du ministère chargé de l'Economie des Finances et du Plan. Selon, son directeur général, Pape Niengou Sall, le FNRAA travaille suivant "une démarche participative". Sa vision est de créer les conditions d'un financement diversifié et durable. Ses objectifs sont de financer, avec les ressources disponibles, des projets de recherche agricoles et agro alimentaires considérés comme prioritaires par l'Etat, le SNRASP (Système national de Recherches Agro-Sylvo-Pastorales), les partenaires au développement et les utilisateurs des résultats de la recherche.

Le FNRAA a trois organes :

Le Comité de pilotage du SNRASP et de Gestion du Fonds (CPG)

Le Comité scientifique et technique (CST)

La Direction générale (DG)

Le CPG est la personnalité morale et l'organe de décision du FNRAA. Il élabore la stratégie globale du Fonds, approuve les règlements intérieurs des différents comités, les manuels, les budgets et programmes annuels. Il décide des thèmes des appels d'offres et du financement des projets. Le CPG comprend 32 membres dont 20 avec voix délibératives et 12 avec voix consultatives. Il est présidé par un représentant des producteurs.

Le CST comprend 15 membres : neuf nationaux, 2 de la sous-région, 2 des Centres Internationaux de recherche agricole et 2 des pays du Nord. Il s'appuie sur un groupe d'une centaine d'experts-évaluateurs choisis intuiti personae au Sénégal, dans la communauté scientifique sous régionale et internationale. Le CST est chargé, entre autres : de la présélection et du classement des propositions des projets sur des critères de qualité scientifique, environnementale et sociale, du suivi et de l'évaluation technique des projets de recherche.

La DG applique les décisions du CPG. Elle prépare et soumet à l'adoption de celui-ci CPG les projets de budget et de programme annuels d'activité du Fonds, apporte aux équipes de recherche toute l'assistance requise pour la préparation des dossiers de soumissions. Elle met en œuvre les décisions attributives du CPG.

Selon le directeur général du FNRAA, Dr Papa Sall, les ressources du Fonds sont d'origines diverses: subventions de l'Etat, contribution des partenaires au développement, du secteur privé, dons, legs. L'essentiel de ces ressources est utilisé pour financer des projets.

Parlant de la composante 3 dans la 2^{ème} phase du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAO/WAAP), M Sall a expliqué que le FNRAA vise à renforcer la R&D et la recherche adaptative axée sur les priorités et la demande, généraliser la diffusion et l'adoption à grande échelle des technologies et la formation des acteurs et contribuer à la disponibilité des semences certifiées.

Le FNRAA a quatre guichets pour le financement des projets : projets de Recherche Stratégique (RS) et de Recherche Appliquée (RA) ; projets de Recherche-Développement (RD) ; les projets de Développement et de Diffusion à grande échelle de Technologies (DDT) et les projets de Production de semences (PS).

"Tous nos projets font l'objet d'un suivi technique, financier et environnemental par les organes du Fonds. Ils sont évalués par des cabinets indépendants", a rappelé M Sall, qui souligne que l'ITA, l'ISRA, l'AN-CAR et la Division des semences (Disem) sont les principaux partenaires du FNRAA.

RECHERCHES AGRO ALIMENTAIRES ET AGRO-SYLVO-PASTORALES

Le SNRASP vers un vaste cadre de concertation

(Jade/Syfia) - A partir d'une recherche décloisonnée qui répond à la demande, le cadre de concertation du Système national de Recherches Agro-Sylvo-Pastorales (SNRASP) veut élargir son espace de collaboration à l'ensemble de la communauté de chercheurs. Objectif : informer ses partenaires, public comme privé, pour mieux partager les résultats de recherche.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Mary Tew Niane, s'est félicité de la "réussite" du Cadre de concertation du Système national de Recherches Agro-Sylvo-Pastorales (SNRASP) pour le travail effectué dans le renforcement des synergies entre les institutions du système.

M Niane s'exprimait, mi août à Dakar, à l'ouverture de la Journée scientifique du Cadre de concertation du SNRASP sur le thème : "Coopération scientifique et développement durable".

C'était en présence du Secrétaire général du ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural (MAER) monsieur Dogo Seck, d'experts, de représentants des universités partenaires (UCAD, UGB, USSK, UB, UZ, UT...) dont toutes ont des programmes d'enseignements de haut niveau en Agriculture. Il y avait aussi les institutions de recherches, de coopération et d'encadrement rural (Isra, Ita, Ird, Cirad, AfricaRice, Ceraas, Era/Usaid, Ancar...), du Conseil Ouest et Centre africain pour la Recherche et le Développement agricole en Afrique (Coraf/Wecard), etc.

Pour M Niane, le mérite du SNSRAP, appuyé par le Fonds national de recherches agricoles et agro alimentaires (FNRAA) qui finance les équipes de recherche, est de contribuer au décloisonnement des institutions et des équipes de recherche, tout en prenant en compte les Organisations de producteurs (Op). Le SNSRAP, a-t-il dit, est un

important outil et une innovation majeure dans le paysage institutionnel. Sur le rôle de la recherche face aux enjeux stratégiques, il a soutenu que les autorités du pays, le Président Macky Sall le premier, sont convaincues de l'importance de l'agriculture pour le développement économique et social du Sénégal. Pour preuve sa place dans le Plan Sénégal émergent (PSE) avec le Programme d'accélération de la cadence de l'Agriculture sénégalaise (PRACAS) pour améliorer la politique agricole de l'Etat.

Le PSE, un nouvel espoir

C'est sur ce programme PRACAS, que Dogo Seck, Secrétaire général du MAER, a axé sa communication. Une communication "cohérente, claire et détaillée", selon les participants avec une stratégie globale de mise en œuvre autour d'objectifs record dans la production agricole. M Seck a ainsi ciblé les filières prioritaires (riz, arachide, oignons, fruits et légumes de contre saison), la maîtrise de l'eau, la recherche-formation et le Conseil agricole et rural. "Avec l'arachide, a-t-il dit, on va revenir à une production d'Un million de t. Pour l'oignon on va assurer son autosuffisance avec une production de 350 000 t d'ici 2017 et démarrer les exportations avec les fermes d'Anida (Ndlr : l'Agence nationale d'insertion et développement agricole) pour l'emploi des jeunes". Concernant le riz, le SG du MAER a pronostiqué une production de 1 080 000 t, "un riz blanc de qualité", comme



l'aiment bien les Sénégalais. Selon M Seck, ces gains de productivité seront obtenus grâce aux paquets technologiques disponibles. Dogo a aussi édicté les 15 principes (voir encadré) de bonne gouvernance du PRACAS, "une traduction de la vision agricole du chef de l'Etat pour construire une agriculture compétitive, diversifiée et durable".

Répondant au vif plaidoyer de la coordinatrice d'INTERFACE Mme Gisèle d'Almeida pour une meilleure prise en compte de la recherche privée dans le SNRASP, M Seck a jugé bon que la recherche publique travaille avec la recherche privée pour renforcer leur partenariat. Aussi, à l'instar de l'expérience des intrants naturels sur lesquels travaille Mme d'Almeida, le S G du MAER a suggéré aux chercheurs du public d'aller vers l'agriculture écologique et bio où les marchés sont en perpétuelle croissance. Une agriculture écologique et bio, constate-t-on, considéré comme le parent pauvre dans

les programmes et politiques gouvernementaux. N'empêche "le PSE de Macky Sall", qui articule le développement de l'agriculture avec le développement humain, constitue "un nouvel espoir" selon, le Pr Baydallay Kane, président en exercice du SNSRAP. "Pour réussir le pari du développement, il faut des savoirs innovants et des ressources humaines de qualité...", souligne le nouveau recteur de l'Ugb pour qui le Cadre de concertation (créé en 2012) a compris l'urgence de mettre l'accent sur la notion de partage des savoirs.

Il s'est appuyé sur le décloisonnement de la recherche et le "principe de subsidiarité" qui permet de responsabiliser les gens sur une recherche agricole intégrée mais, avec au centre, l'implication du producteur. "Il faut renforcer le partenariat des systèmes nationaux de recherche afin d'arriver à développer une agriculture durable...", ajoute le directeur exécutif du Coraf/Wecard.

D'autres idées ont été discutées. Parmi celles-ci les projets d'incubation nés de la synergie entre universitaires et institutions de recherche pour la création d'entreprises innovantes dans l'agriculture, les Ntic, etc.

A l'issue de cette Journée scientifique, le SNRASP a accueilli deux nouveaux membres : l'Université du Sine Saloum de Kaolack (USSK) et le Centre de Suivi Ecologique (CSE) de Dakar.

Les 15 principes de bonne gouvernance du PRACAS

- La Loyauté
- L'Excellence
- La Transparence
- La Discrétion et l'Efficacité
- La Solidarité entre Structures et entre Responsables
- La Justice Sociale
- L'Anticipation et la Planification
- La Célérité dans le traitement des dossiers
- La Promotion des Jeunes et des Femmes
- La Communication Normée
- L'Obligation de Rendre Compte
- L'Obligation de Résultats
- L'Équité dans la Décision
- Le Respect de la Politique définie par le Chef de l'Etat
- L'Intégrité dans la Gestion des Deniers Publics.

Impliquer les producteurs

C'est sur ce partage des savoirs, que le Dr Harold Roy Macaulley, Directeur Exécutif du Coraf/Wecard, est revenu parlant des politiques agricoles. Dr Harold a aussi in-

Enseignement supérieur Une nouvelle Direction Générale est née

(Jade/Syfia)- Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Mary Tew Niane a annoncé, mi-août à Dakar, la création récente d'une Direction Générale de la Recherche (DGR), afin de mieux prendre en charge la problématique de la recherche et de l'innovation technologique.

Selon le ministre, qui s'exprimait à l'ouverture de la Journée scientifique du SNRASP, "à côté de cette nouvelle Direction, il y a la Direction Générale de l'Enseignement Supérieur (DGES)". Des efforts, dit-il, ont été faits pour une "gouvernance de la Recherche". La création de cette nouvelle Direction Générale de la Recherche (DGR), parallèlement à celle de la Direction générale de l'Enseignement supérieur (DGES), permettra d'appuyer les projets de recherche personnelles des universitaires, en plus des Fonds existants pour financer des projets de recherche. Exemples, le Fonds d'impulsion de la Recherche Scientifique et Technique, le Programme d'Appui à la promotion des Enseignantes-Chercheuses qui appuie, depuis 2013, les femmes enseignantes.

Aux dernières nouvelles et selon le communiqué officiel du conseil des ministres du 02 septembre 2014, c'est le Pr Ckeikh Bécaye Gaye, précédemment en service au Département de Géologie de la Faculté des Sciences et Techniques de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) qui a été nommé Directeur Général de la Recherche.

ABONNEMENT

Nom et Prénom

Structure

Adresse

Tél : Fax : Mail :

Nombre d'exemplaires :

Abonnement de soutien : (30 000 F cfa ; 50 000 F cfa ou plus)

Pays	Tarifs
* Sénégal 1 an	- 10 000 F cfa pour 01 exemplaire - 20 000 F cfa pour 02 exemplaires
* Zone Uemoa 1 an	- 15 000 F cfa pour 01 exemplaire
* Europe 1 an	- 25 000 F cfa soit 40 €

Paiement par chèque à l'ordre de Jade/Syfia-Sénégal

AFRIQUE DE L'OUEST

Ebola menace les récoltes et fait flamber les prix

Jade/Syfia avec Aps) - La fièvre hémorragique Ebola risque d'entraîner de mauvaises récoltes et causer une pénurie alimentaire dans trois pays d'Afrique de l'Ouest : Guinée, Libéria et Sierra Leone. Au Sénégal où un nouveau cas importé de la Guinée a été déclaré chez un étudiant guinéen les autorités appellent à la solidarité et à la sensibilisation.

Les perturbations de la commercialisation et des échanges de produits alimentaires dans les trois pays d'Afrique de l'Ouest les plus touchés par l'Ebola ont fait grimper en flèche les prix des denrées alimentaires, tandis que les pénuries de main-d'œuvre risquent fortement de compromettre les prochaines récoltes, a mis en garde la FAO dans un communiqué reçu à Jade/Syfia-Sénégal.

En Guinée, au Liberia et en Sierra Leone, des zones de quarantaine et des restrictions aux déplacements de personnes visant à enrayer la propagation du virus ont sérieusement limité le mouvement et la commercialisation des aliments. Cette situation a engendré des achats dictés par la panique, des pénuries alimentaires et de fortes

flambées des prix pour certaines denrées, en particulier dans les centres urbains, d'après une alerte spéciale publiée aujourd'hui par le Système mondial d'information et d'alerte rapide de la FAO (SMIAR).

Echanges et mouvements de marchandises restreints

Parallèlement, la campagne de la récolte principale de deux cultures essentielles (riz et maïs) approche à grands pas. Les pénuries de main-d'œuvre agricole dues aux restrictions de mouvements et aux migrations vers d'autres zones auront de fortes répercussions sur la production agricole, mettant en péril la sécurité alimentaire de grands nombres de personnes, avertit l'alerte.

Pourtant, les pluies tombées durant cette campagne 2014 avaient laissé présager des récoltes favorables dans les principaux pays touchés par l'Ebola la Sierra Leone et le Libéria. Dans ces pays, importateurs nets de céréales, la production alimentaire risque d'être fortement réduite. «L'accès à la nourriture est devenu un grave problème pour beaucoup d'habitants des trois pays concernés et leurs voisins», a déclaré Bukar Tijani, Représentant régional de la FAO pour l'Afrique. «Avec la récolte principale désormais à risque et les échanges et mouvements de marchandises fortement restreints, l'insécurité alimentaire est appelée à s'intensifier au cours des semaines et des mois à venir. La situation aura des impacts à long terme sur les moyens d'existence des agriculteurs et les économies rurales», a-t-il ajouté.

La fermeture de certains postes frontaliers et l'isolement des zones de frontières entre les trois pays – ainsi que la diminution des échanges dans les ports, principale voie d'entrée des grosses importations commerciales – entraînent une contraction des disponibilités et une hausse importante des prix alimentaires.

A Monrovia, capitale du Libéria, certains aliments ont subi un fort renchérissement, comme le manioc qui a vu leur prix grimper en flèche de 150 pour cent durant les premières semaines d'août au marché Red Light. Pour répondre aux besoins alimentaires immédiats, le Programme alimentaire mondial (PAM) a lancé une opération d'urgence à l'échelle régionale prévoyant quelque 65 000 tonnes de nourriture en faveur d'1,3 million de personnes.

Eviter un nouveau cas au Sénégal

Au Sénégal, selon l'Aps, les pouvoirs publics font leur possible pour empêcher l'apparition de nouveaux cas de virus à fièvre hémorragique Ebola sur le territoire sénégalais, a assuré, lundi début septembre à Dakar, le chef de l'Etat, Macky Sall, appelant à la «solidarité» et à «la cohésion nationale» pour venir à bout de cette maladie.

Des mesures nécessaires ont été prises pour «circonscrire» le «premier foyer importé» au Sénégal, a-t-il déclaré lors d'une cérémonie de levée des couleurs au palais

de la République, en référence au premier cas de fièvre Ebola signalé vendredi fin août au Sénégal par le ministère de la Santé et de l'Action sociale. Il s'agit d'un jeune Guinéen mis en quarantaine à l'hôpital de Fann, à Dakar, où il reçoit des soins. Le cas de cet étudiant de 21 ans inscrit dans une université de Conakry (Guinée) a été signalé mercredi aux autorités sanitaires sénégalaises par les responsables guinéens. Au-delà de ce premier cas, les services compétents sont mobilisés «pour éviter l'apparition sur le territoire national de nouveaux cas (...)», en mettant le focus sur la prévention et la surveillance, d'une part, le renforcement de la capacité de riposte, d'autre part, a indiqué Macky Sall, sur la Télévision nationale (RTS). Il a également cité en renfort d'autres actions en matière de communication et d'éducation à la propreté - sports télévisés, émissions interactives et campagnes publicitaires - visant «la systématisation de gestes d'hygiène quotidiens particulièrement le lavage des mains avec le savon», considéré comme «le meilleur moyen» de se prémunir contre cette maladie. La collaboration avec les médias sera renforcée et «la transparence de mise», selon Macky Sall, même s'il est attendu des professionnels de la presse un traitement approprié de l'information «pour éviter toute rumeur source inquiétude et de psychose». «Pour l'heure, la solidarité et la cohésion nationale sont essentielles pour que le combat soit gagné», a-t-il déclaré, appelant chefs religieux et coutumiers, chefs de partis politiques et responsables syndicaux, à s'investir dans ce sens. «Il est important par ailleurs de rendre hommage aux populations pour avoir gardé leur calme et leur sérénité», a apporté le chef de l'Etat sénégalais, qui a exprimé le soutien et la solidarité du Sénégal à des «pays frères et amis dont les populations souffrent» de cette maladie.

KATANGA

Des entreprises polluantes indemnisent 200 agriculteurs

(Syfia Grands Lacs/Rd Congo) Plus de 200 agriculteurs du nord du Katanga ont reçu 500 \$ de deux entreprises minières pour compenser leurs pertes dues à la pollution. Une indemnisation rare due à l'action des Ong...

■ PAR MAURICE MULAMBA

«Une entreprise minière indemniser les victimes de la pollution en RDC, c'est une chose rare. Mieux vaut ça que rien !», lance, tout sourire, un cultivateur qui venait, comme plus de 200 agriculteurs, de recevoir 500 \$ pour compenser leurs pertes de production. C'était en juin dernier, Kambove. Deux ans auparavant, dans ce territoire du nord du Katanga, les agriculteurs avaient perdu leurs récoltes sur plusieurs hectares le long de la rivière Kalunika. Choux, aubergines, tomates... tous les plants se desséchaient quand ils les arrosaient !

Les enquêtes menées par des organisations de la société civile ont révélé que deux entreprises minières chinoises (Comilu et Cimco) qui exploitent essentiellement le cuivre et le cobalt à Kambove, déversaient des rejets miniers toxiques contenant de l'acide dans la rivière Kalunika. Pourtant, fermiers et cultivateurs en utilisent régulièrement l'eau de cette rivière en aval pour arroser leurs cultures et abreuver leur bétail. D'autres rivières comme Kasenshi et Kalumbashi ont aussi

été polluées. Faute de bassins de rétention appropriés, ces rejets miniers hautement toxiques terminaient leur course dans la rivière, tuant les poissons et détruisant la végétation dans les environs. «Mais ça c'était avant, assure Hyppolite Kalenga, administrateur du territoire de Kambove qui présidait la cérémonie d'indemnisation. Ceux qui continueront à polluer l'environnement de cette manière ne resteront plus jamais impunis».

Compensation insuffisante

Toutes les victimes de la pollution n'ont pas accueilli le geste de Chinois de la même manière. «Je ne sais pas ce que représentent 500 \$ par rapport aux pertes que j'ai enregistrées. Je scolarisais mes enfants et nourrissais l'ensemble de ma famille avec le revenu de mes plantations», s'indigne Arsène Kaj. Ce cultivateur venait de dépenser près de 1200 \$ pour les intrants (engrais, urée, semences...) et espérait gagner entre 3000 et 3500 \$ à la prochaine récolte. Il n'a rien moissonné.

Lui et les autres victimes se sont organisés avec le soutien des associations de la société civile et ont porté l'affaire devant la justice, réclamant que les rivières soient dépolluées et que des compensations financières leur soient versées, car leurs terres sont devenues improductives et la pêche ne donne plus de poisson. Près de deux ans après, les entreprises minières incriminées ont cessé de polluer les eaux et demandé un règlement à l'amiable. «C'est finalement un montant forfaitaire qu'ils ont décidé de nous payer, sans nous dire sur quelle base il a été calculé», se demande Kaj. Pour lui, ceux qui ont été délégués pour négocier avec les pollueurs ont tout simplement cédé aux intimidations. Kaj rejette le compromis trouvé entre les deux parties. «Ce qui fâche le plus dit-il, c'est que l'Etat congolais n'a rien fait pour nous aider à rentrer dans nos droits».

Des pollueurs à la peau dure

La pollution de l'air, du sol, des eaux... dans la province du Katanga n'est pas une nouveauté. En avril dernier, l'Assemblée nationale avait convoqué une fois encore le ministre de l'Environnement, Bavon N'sa Mputu, pour s'expliquer sur la pollution dont on accuse les entreprises minières dans le territoire de Kambove. Les rapports d'enquêtes des Ong les mettent régulièrement en cause au Katanga car la plupart de

ces entreprises ne respectent pas leurs propres études d'impact environnemental, certaines ne les font carrément pas. Ce qui est contraire au Code minier en vigueur en RDC.

«Comment peut-on poursuivre des entreprises qui comptent parmi leurs actionnaires, des dirigeants occupant de hautes fonctions ?», se demande Marc Lumbu, défenseur des droits de l'homme à Kambove. Il estime que les organisations de la société civile font leur part et attendent que l'Etat congolais fasse la sienne pour protéger la population, car «les miniers ne doivent pas être plus forts que l'Etat».

NECROLOGIE

Le CNCR perd El H Malick Sow

El H Malick Sow du CNCR (Conseil national de concertation et de coordination des ruraux du Sénégal), président de la Fédération nationale des éleveurs du Sénégal est décédé le 13 août 2014 à Dakar et enterré à Cambérène.

A la célébration des 20 ans du CNCR en mars dernier à Dakar au CICES, on s'en souvient, ce vieux compagnon de Mamadou Cissokho avait jeté quelques larmes témoignant de la longue marche de ce mouvement paysan sénégalais.

En cette douloureuse circonstance, toute l'Equipe d'Agri Infos présente ses sincères condoléances à sa famille éplorée et prie que Dieu l'accueille en son Paradis Eternel



FORMATION : Des agents conviés à contribuer à la reconstitution du capital semencier

■ PAR ABABACAR GUEYE

(Jade/Syfia) - Des difficultés majeures font légion pour avoir des semences de qualité au Sénégal. Les acteurs butent sur le financement de la production, la distribution, le conditionnement, le commerce des semences.

On note également un faible niveau d'organisation de la filière semence, l'insuffisance d'informations sur les stocks, l'inexistence de programme de production de semences certifiées dans le domaine horticole. Voilà autant de contraintes que Cheikh Alassane Fall a diagnostiquées.

L'expert en semences à l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra) a animé une session de formation du 11 au 15 août à l'École nationale d'Administration (Ena) Dakar. C'était au profit des agents du Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural (Maer)... Avec ceux de la direction de l'Agriculture, de l'Horticulture, de la Drdr, la Dapsa, de l'Ankar, etc. Le thème : Politique semencière du Sénégal et stratégie de reconstitution du capital semencier dans le Pracas (Programme de relance et d'accélération de la cadence de l'Agriculture sénégalaise).

Présidé par le coordonnateur de la Cellule des études et de la planification (Cep), l'atelier, financé

par le l'Usaid/Projet Croissance Economique, permet aux agents du MAER, selon M. Abdourahmane Faye, de contribuer efficacement à la politique de reconstitution du capital semencier du gouvernement. "Vous avez un rôle important à jouer dans ce processus", déclare M Faye.

Dans son exposé introductif sur les contextes des politiques de développement au Sénégal, Cheikh Alassane Fall a indiqué que le faible taux du Pib (7 à 8%) est lié en partie à une mauvaise qualité des semences et du déficit pluviométrique qui découle des changements climatiques ; alors que "l'agriculture nécessite l'utilisation d'intrants et de semences". "Les semences sont rarement disponibles auprès des distributeurs alors qu'une bonne qualité des semences contribue à environ 40% de la productivité", a constaté M. Fall.

Le formateur a souligné que "la production de semences de prébase est du ressort de l'Etat qui, à travers différents programmes et projets, fait de son mieux pour assurer des semences aux producteurs." Toutefois, prévient-il, l'Etat ne peut pas donner des pré-bases en grande quantité. Il appartient aux organisations paysannes de se charger de sa multiplication. Malgré les programmes mis en place, il a noté que le secteur est resté peu perfor-



mant. "On observe de plus en plus des rendements faibles. Conséquence ! L'exode rural s'en suit.

Selon M. Fall cette situation peut être renversée et les jalons ont été déjà posés par les autori-

tés. Cependant, suggère-t-il, l'Etat doit d'intégrer dans ses stratégies la mise en place d'investissements structurants (construction d'infrastructures, réhabilitation, équipements, création de pôles privées

et de fermes de production des semences et de plants). A cela s'ajoute, le renforcement des missions d'appui et la facilitation de l'accès au financement (Fndasp, Fonds de garantie, Fond levier, etc.) aux Op. Le formateur a également plaidé pour la mise sur pied de la chaîne de valeur dans la filière semences. "Un milieu de laquelle chercheurs, agronomes, contrôleurs, Organisations de producteurs, industriels, consommateurs, ainsi que des experts travaillant sur la qualité, le conditionnement, l'étiquetage, le stockage, la diffusion et la vulgarisation", a suggéré M. Fall. Tous ces acteurs, poursuit-il, pourront contribuer considérablement aux objectifs que l'Etat s'est fixé pour les productions végétales en vue d'atteindre en court terme la sécurité alimentaire. Mais pour y arriver, il faut que l'Etat réorganise le système national semencier, sécurise les pré-bases en renforçant les moyens de l'Isra, les capacités des services techniques nationaux (Dpv, Drdr, agences, etc.). A ce propos, Cheikh Alassane Fall a magnifié cette formation initiée par le Bureau de la formation professionnelle agricole (Bfpa). "Elle permet d'outiller les agents, afin qu'ils puissent apporter leur expertise au niveau local", se réjouit M. Fall. Il a également émis l'idée d'émergence d'entreprises semencières privées, des Pme/Pmi qui peuvent contribuer à l'emploi des jeunes.

FRANCOPHONIE Le 15^{ème} Sommet de Dakar accompagnera-t-il les innovateurs en agro alimentaires et agro ressources ?

(Jade/Syfia) - Le 15^{ème} Sommet de la Francophonie prévu en novembre 2014 à Dakar, accompagnera-t-il le FINNOVAR pour soutenir la mise en réseaux des acteurs de l'innovation démarrée depuis 2012 à Kinshasa (RDC).

Un nouveau riz pluvial de qualité tolérant à la salinité des sols avec une double culture et des rendements de plus 11 t/ha au Sénégal, une "Initiative cajou" avec une potentialité de plus d'Un million t de production de pomme de cajou en Afrique de l'Ouest, soit des millions de litres transformées estimées à des centaines milliards de F cfa, des machines pour éplucher le manioc principale alimentaire de base en Rdc, etc.

Ce sont là autant d'innovations, "Success stories", selon Mady Cissé, qui ont été échangées et qui ont poussé les participants au Forum francophone international sur la promotion des innovations et des partenariats dans le secteur agro-alimentaire et des agro ressources (FINNOVAR) à lancer un appel aux chefs d'Etats francophones.

La rencontre a été organisée (du 16 au 18 juillet à Dakar) par la Délégation Wallonie-Bruxelles, en collaboration avec les instituts sénégalais de recherche (Isra et Ita) et l'Incubateur national sénégalais d'entreprises innovantes (INNO-DEV), ainsi que le Réseau Congolais des Acteurs de l'Innovation (RCAI).

L'irruption du "Super Rice"

L'innovation dans la transformation de la pomme de cajou, contenant beaucoup de minéraux et trois fois plus de vitamine C que l'orange, ainsi que le nouveau riz appelé "Super Rice" et tant d'autres trouvailles issues de la recherche africaine francophone, vont jouer un rôle important dans la sécurité alimentaire, l'économie,

l'exploitation des agro-ressources ont reconnu les participants.

C'est ainsi que l'irruption du "Super Rice", comme l'appelle son inventeur, Omar Ndao Faye chercheur à l'Isra et cette "Initiative cajou" du Dr Dossous de l'université Calavi du Bénin ont été donnés en exemple pour montrer la vitalité de l'innovation en Afrique francophone.

Outre cet "appel de Dakar", en vue du FINNOVAR (Forum francophone international sur la promotion des innovations) de Namur (septembre 2014) pour le 15^{ème} sommet de Dakar, les participants ont formulé d'autres recommandations.

Parmi ces recommandations figurent : la nécessité d'assurer une représentation du FINNOVAR au premier Forum de Namur, la mise en place rapide d'un réseau national de l'innovation agro-alimentaire et des agro-ressources dans chaque Etat membre de la Francophonie, en veillant également à des relais décentralisés proches des populations, les jeunes

et les femmes notamment, la nécessité de créer un Fonds francophone pour l'innovation, mettre en place un cadre incitatif pour la promotion de la création d'entreprises et particulièrement celles qui sont dites innovantes. Les participants ont également insisté sur le "Visa francophone" qui faciliterait les déplacements et les échanges entre acteurs.

L'innovation, une technologie efficace

Pour le DG de l'Isra Dr Alioune Fall, qui s'exprimait à l'ouverture de la rencontre, l'agriculture, soutenue par la recherche, est la principale activité de la population sénégalaise dont 80% est constituée des exploitations familiales rurales qui assurent essentiellement la sécurité alimentaire. A ce propos il a souligné que les systèmes d'innovation ont un grand rôle à jouer dans l'amélioration de la productivité agricole pour inverser la tendance des importations de produits alimentaires. "Chaque fois qu'on parle d'innovation, il doit s'agir

d'une technologie innovante et efficace", rappelle à ce propos le DG de l'Isra.

"Nous comptons sur le sommet de Dakar pour un soutien à l'agro alimentaire et agro ressources... avec une stratégie pour les femmes et les jeunes en francophonie", déclare, comme en échos, M Christian Saelens patron de la délégation Wallonie Bruxelles à Dakar. Puis il explique que cette rencontre est un processus de construction et de partage avec 77 pays francophones pour près 200 millions d'habitants.

Si l'innovation se présente comme un enjeu crucial en francophonie, d'intéressants exposés suivis d'échanges ont permis de se rapprocher du savoir faire paysan, des connaissances et du patrimoine immatériel avec lesquels il faudrait tenir compte, sans oublier le secteur privé et la communauté universitaire venue en force à ce forum. Cela pour que cesse l'adage exprimé à cette rencontre "Les pays du Nord innovent, les pays du Sud consomment".